

« Promouvoir l'économie sociale dans l'enseignement : défis et opportunités »

Une table ronde organisée par Wallonie Entreprendre

Le 20 novembre 2024 – La Menuiserie (Liège)

1. L'apport académique
2. Le projet pilote « Générations entrepreneurantes »
3. Bonnes pratiques et stratégies
4. Ateliers participatifs

Compte-rendu réalisé par
l'Agence de service Imagine COOP
21/11/2024

Verbatim (Les bons mots de la matinée)

« L'économie dominante, capitaliste, qui s'appuie sur la force du capital et vise à maximiser les profits, ne fonctionne pas. Il ne s'agit pas d'un point de vue, c'est un constat fondé et largement documenté »

Coraline Hellepute, ingénieur de gestion et post-doctorante en économie sociale (Chaire ES) à l'UCLouvain

« En réalisant nos produits, nous montrons que c'est possible d'agir localement. On sait qu'on ne va pas arrêter la production mondiale de pétrole, mais à notre petite échelle, on contribue à la transition écologique »

Nicolas Delannoit, mini-entrepreneur, co-fondateur de FlyHigh, à l'École Internationale Le Verseau, à Bierges (Wavre)

« Nous sommes là pour planter quelques graines de l'entrepreneuriat chez les jeunes, mais aussi les aider à être et devenir des citoyens conscientisés et engagés autour de valeurs qui font sens »

Céline Deldinne, coordinatrice du programme mini-entreprises pour la Province de Liège

« Il est important de travailler en amont sur tous les enjeux de l'économie sociale¹, l'affectation des bénéficiaires au service du projet, la gouvernance partagée, les externalités négatives de leurs activités, l'éthique de leurs fournisseurs... »

Julie Smeets, juriste, chargée de projets chez Financité

« Lors d'un Innovation Camp, les jeunes nous ont confrontés de manière créative et fouillée à une question très pertinente sur notre communication virtuelle qui génère du CO2. Depuis cet atelier, on se dirige vers un marketing relationnel, moins carboné, pour mieux fidéliser notre clientèle »

Serge Mignonsin, gestionnaire opérationnel et co-fondateur de la coopérative Rayon 9 spécialisée dans la cyclo-logistique

« Pour enseigner l'économie sociale, il est important de froter les théories sur le sol rugueux de l'empirisme »

David Gabriel, enseignant et coordinateur de Helmo en transition

« Il faut dépasser le stade de la simple "sensibilisation" ou de la "communication" autour de l'économie sociale et solidaire. Il faut l'inscrire dans les programmes de l'éducation nationale »

Florian Barès, chercheur à l'Université rurale Quercy Rouergue (France)

« L'ESS ce n'est pas une simple question technique, c'est un projet politique fort, avec une finalité sociétale basée sur l'émancipation, la durabilité, avec des dynamiques collectives ancrées dans les territoires »

Sylvie Emsellem, déléguée nationale de l'association LESPER (France)

« Nous sommes là pour les éclairer sur le monde économique, leur enseigner l'esprit critique, comprendre les enjeux du greenwashing ou du socialwashing, leur montrer qu'il peut y avoir une durabilité plus ou moins forte selon les cas. Par exemple, quand TotalEnergies place des ruches sur le toit de son entreprise, c'est une durabilité particulièrement... faible »

Charlotte Moreau, enseignante HEC – ULiège, Centre d'économie sociale

1. Dans tout ce document, nous utilisons l'acronyme « ES » pour « économie sociale » et « ESS » pour « économie sociale et solidaire ».

1. L'apport académique

Coraline Hellepute, ingénieure de gestion et post-doctorante en économie sociale (Chaire ES) à l'UCLouvain, introduit la matinée en dressant un bref aperçu de « l'économie sociale et des entreprises sociales ». Elle rappelle que l'ES est une notion ancienne qui s'inscrit dans l'histoire – elle remonte à l'Antiquité, puis au Moyen-âge, et au 19^{ème} siècle avec la révolution industrielle, et l'émergence, au fil des siècles, de la notion de « liberté d'association ». L'ES a émergé autour de deux grands courants qui visent, d'un côté, l'intérêt mutuel (mécanismes d'entraide, assurances mutuelles...) et, de l'autre, l'intérêt général (des entreprises au service de la collectivité).

« L'idée d'économie sociale a ensuite été conceptualisée et développée, rappelle la chercheuse. Avec un constat de départ : l'économie dominante, capitaliste, qui s'appuie sur la force du capital et vise à maximiser les profits, ne fonctionne pas. Ce n'est pas un point de vue, c'est un constat fondé et largement documenté ».

Elle relève deux faits majeurs. Primo : le dépassement de six des neuf limites planétaires – ces mêmes seuils définis à l'échelle mondiale à ne pas dépasser pour que l'humanité puisse vivre dans un écosystème sûr (changement climatique, érosion de la biodiversité, usage des sols...). Secundo : la montée des inégalités sociales. *« Les 10 % les plus riches du monde reçoivent à eux seuls une masse dix fois plus importante que l'ensemble des 50 % les plus pauvres », rappelle l'économiste. Et les richesses sont majoritairement concentrées dans une petite partie du globe ».*

La chercheuse de l'UCLouvain remet en contexte ce qu'est l'économie sociale qui :

- trouve pleinement sa place à côté de l'économie publique (l'Etat garant de l'intérêt général) et de l'économie privée « classique » (lucrative et dominante).
- génère de l'activité économique, de l'emploi, avec un impact social et/ou environnemental affiché (voir le rapport 2022 de l'Observatoire de l'ES : 11 200 entreprises en Wallonie et à Bruxelles, 258 000 salarié.es, soit 12,1 % de l'emploi, 15 000 postes de travail nets créés depuis 2018...). Source : <https://observatoire-es.be/wp-content/uploads/2023/12/OES-Etat-des-lieux-2022-web.pdf>
- s'inscrit dans un cadre normatif (décret wallon de 2008 sur l'ES) et regroupe plusieurs formes juridiques (Asbl, coopératives...)
- se définit autour de quatre axes : une finalité au service de la collectivité ou de ses membres : une autonomie de gestion ; une gouvernance démocratique ; la primauté de la personne et du travail sur le capital
- couvre de nombreux secteurs d'activité à l'échelle de toute la société (santé, horeca, agriculture, finance, énergie, presse...)

La notion d'« entreprises sociales » est quant à lui plus récent, mais international (*social business*). Celles-ci poursuivent un projet économique (produire des biens et des services) avec un « *niveau significatif de risque économique et un niveau minimum d'emploi rémunéré* ». Ces entreprises sont tournées vers l'intérêt général, avec une forme de « *service à la communauté* ». Par ailleurs, elles développent en leur sein une gouvernance participative (implication des parties prenantes, processus décisionnels...). On distingue quatre grandes catégories d'entreprises sociales : l'association entrepreneuriale (Asbl...) et les coopératives, dans le champ de l'ES ; l'entreprise sociale parapublique et l'entreprise privée, lucrative (*social business*).

2. Le projet pilote « Générations Entrepreneuses »

En 2023-2024, le programme « Générations entrepreneurs » piloté par Wallonie Entreprendre s'ouvrait pour la première fois à l'économie sociale. Avec plusieurs objectifs à la clé à destination d'un public de jeunes de 16 à 25 ans : démystifier l'entrepreneuriat social, favoriser l'acquisition de compétences en économie sociale, encourager la prise d'initiatives et la mise en projet, susciter des vocations... Et différents partenaires associés : l'Asbl Les Jeunes entreprises, iES ! l'incubateur de l'économie sociale en Wallonie, W.Alter...

Pour mener à bien cette mission, plusieurs types d'actions ont été développés en Wallonie, avec des outils innovants : le coaching de jeunes créateurs de mini-entreprises via les agences-conseils en économie sociale, la mise en place d'« innovation games », la création d'entreprises fictives, la collaboration avec les différents incubateurs étudiants dans les universités (Linkube, Student Lab, VentureLab, Yncubator...).

« L'économie sociale est encore trop peu connue dans le monde de l'enseignement, que ce soit au niveau du secondaire ou du supérieur. Ce projet-pilote a permis de faire progresser la cause », se félicite Céline Marquet (iES !). *« Ces jeunes ont pu challenger leurs projets de manière concrète accompagnés de professionnels »* ajoute sa collègue Emilie Neuville, conseillère à l'esprit d'entreprendre et co-pilote du programme.

Céline Deldinne, coordinatrice du programme mini-entreprises pour la Province de Liège explique la démarche : *« Nous les aidons à créer et gérer une coopérative miniature en quelques mois durant une année scolaire. L'idée est de planter quelques graines de l'entrepreneuriat chez ces jeunes, mais aussi de les aider à être des citoyens conscients et engagés autour de valeurs qui font sens ».*

« L'organisation, c'est la clé »

Accompagnés par des professionnels et grâce à différents outils (Plateforme digitale, guide des mini-entreprises, formations en ligne, séminaires et webinaires, expériences sur le terrain, ...), ces mini-entrepreneurs développeront des compétences diverses (RH, finances, marketing, techniques de vente...).

C'est le cas par exemple de FlyHigh lancé par une dizaine d'élèves du secondaire au sein de l'Ecole Internationale Le Verseau, à Bierges (Wavre, Brabant Wallon). Leur activité économique ? Concevoir des poufs et d'autres produits dérivés (sacs, trousse, portes clés...) à partir de toile de montgolfière réutilisée, 100 % éco-responsables et 100 % local. *« Tout est parti d'une question posée par un membre de notre groupe qui connaissait le domaine, explique Nicolas Delannoit, l'un des élèves porteurs du projet. Que faire d'une toile de montgolfière qui ne peut plus voler au-delà de 1000 heures de vol ? ».* Ils récupèrent alors de la toile et des billes en polyester pour le rembourrage des poufs, créent un premier prototype (*« assez nul ! »*), explorent différentes pistes pour la couture des pièces (dont une entreprise de travail adapté), réfléchissent à la chaîne de fabrication et à l'économie circulaire dans une perspective écologique, optimisent leur production, challengent leur modèle économique, découvrent les modes de gestion participatifs... *« Notre coach nous a aidé à repenser la gouvernance. On a ainsi pu se rendre compte qu'une bonne organisation, c'est une des clés de l'entreprise »,* analyse Edouardo de Surgeloose.

En un an, FlyHigh a vendu plus de 200 pièces et généré des bénéfices. Que faire de ceux-ci ? Les redistribuer aux coopérateurs qui ont investi 7 euros chacun dans cette entreprise sociale ? Rémunérer les élèves qui ont investi du temps dans le projet ? Des questions importantes et complexes pour ces mini-entrepreneurs qui ont finalement décidé de payer les travailleurs et de verser une partie en don à des associations.

Justine Smeets, chargée de projet chez Financité – une Asbl pluraliste spécialisée dans la finance éthique et durable qui développe différentes activités en économie sociale (éducation permanente, recherche, accompagnement) –, également associée au projet « Générations entreprenantes », explique : « *au départ, les jeunes entrepreneurs n'étaient pas sensibilisés aux différents enjeux de l'économie sociale : l'affectation des bénéfices au service du projet, la gouvernance partagée, les externalités négatives de leurs activités, l'éthique de leur fournisseur... Ce qui est intéressant, c'est de travailler avec eux en amont, de les faire réfléchir sur l'ensemble de leur entreprise* ».

Cécile Deldinne approuve : « *Dès qu'ils éprouvent l'activité, mesurent le sens, expérimentent concrètement, ils comprennent mieux* ».

Un avis partagé par Serge Mignonsin, gestionnaire opérationnel et co-fondateur de Rayon9, une coopérative à finalité sociale spécialisée dans la cyclo-logistique. Ce Liégeois a participé, dans le cadre de Générations entreprenantes, à l'initiative Innovation Camp. Pendant deux jours, un groupe d'étudiants venus d'horizons divers (non-marchand, écoles de commerce, marketing) ont challengé son entreprise qui poursuit deux objectifs majeurs : la réduction de CO2 grâce au transport à vélo et la mise à l'emploi de jeunes à faible niveau de qualification. Ce challenge portait sur la « marque » Rayon 9, son identité, sa notoriété. « *J'ai été très impressionné de voir ce qu'ils ont été capables de produire de créatif, de fouillé et de connecté avec la réalité. Ils nous ont confrontés à une question très pertinente sur notre communication virtuelle qui émet du CO2. Depuis, on se dirige vers un marketing relationnel, moins carboné, pour mieux fidéliser notre clientèle. C'est un chantier ouvert, mais passionnant* ».

Tous les participants à cette table-ronde se rejoignent : à côté des savoirs théoriques et des concepts relatifs à l'économie sociale, il est essentiel de remettre l'ES dans un cadre plus large de transformation et d'enjeux de société (production d'activités durables et soutenables, crises environnementales...). Et mettre ces jeunes « *en situation* », autour « *d'une expérience collective* », pour « *éprouver par l'action* » la notion « *d'humain avant le profit* », de rémunération « *juste* », de démocratie économique, etc.

« *Il faut les aider à formuler leur projet d'entreprise au départ d'une idée, d'une question, d'un problème, d'une solution à trouver. Avec, en parallèle, les amener à s'interroger : qu'est-ce que j'ai envie d'être, de réaliser ? Comment puis-je avoir un impact positif ?* », insiste Cécile Deldinne.

En leur montrant aussi les limites, les contraintes, les paradoxes de cette économie de la transition. Comme l'explique Serge Minoncin : « *Avec la cyclo-logistique, nous limitons l'impact carbone du transport, en particulier durant le « dernier kilomètre » qui est le plus polluant. Nous savons que nous transportons aussi des produits qui viennent de Chine ou de l'autre bout du monde. Faut-il pour la cause renoncer à ces livraisons ? Doit-on par exemple ne pas accepter un client comme MediaMarkt ? Ce sont des questions qui nous animent. Nous avons pris le parti de maintenir cette activité, en bonne collaboration avec le gérant. Si ce n'est pas nous, ces produits seront de toute façon transportés en camionnette. Ainsi, on agit, on fait notre part, et le gérant aussi. Et on ne renonce pas à un contrat commercial important pour notre coopérative* ».

Le jeune mini-entrepreneur Nicolas Delannoit (FlyHigh) a, lui aussi, intégré ces enjeux : « *En réalisant nos produits, nous montrons que c'est possible d'agir localement. On sait qu'on ne va pas arrêter la production mondiale de pétrole, mais à notre petite échelle, on contribue à la transition écologique* ».

3. Les bonnes pratiques et les stratégies pour promouvoir l'ES dans l'enseignement

Comment enseigner ou promouvoir l'ES de l'école primaire à l'université ? Quelles sont les bonnes expériences à développer ? Les obstacles à éviter ? Quatre intervenants étaient appelés à échanger sur le sujet :

- David Gabriel, enseignant à la Haute Ecole Libre Mosane (Helmo) et coordinateur de Helmo en transition qui vise 9 000 étudiants et 900 membres du personnel
- Charlotte Moreau, docteure en sciences économiques et de gestion, titulaire de la ChairES en Économie Sociale, chargée de recherche au Centre d'Économie Sociale et maître de conférences à HEC Liège
- Florian Barès, chargé de coordination de recherche-action à l'Université rurale Quercy Rouergue (France) et spécialiste de l'ESS
- Sylvie Emsellem, déléguée nationale de l'association française LESPER (L'Économie Sociale Partenaire de la République) qui réunit 41 associations (mutuelles, associations, coopératives et syndicats)
- Ariane Franklin, enseignante en sciences économiques au collège Sainte-Véronique à Liège (absente lors de la table-ronde)

« Plutôt que des cours académiques et descendants, il est plus pertinent d'amener les élèves et les étudiants à éprouver par eux-mêmes l'ESS, à appréhender les principes et les valeurs », explique d'emblée Sylvie Emsellem, en détaillant les différents outils que LESPER développés en France : la semaine de l'ESS, un portail à destination du personnel enseignant conçu de manière collaborative et validé par un comité scientifique (Ressourc'ess - lesper.fr/ressourcess), un livret pédagogique, des actions dans les établissements (« Mon ESS à l'école »)... Un avis partagé par son collègue Florian Barès : *« Pour atteindre nos objectifs, il ne faut pas se contenter de sensibiliser ou de communiquer sur l'ESS, il faut créer des liens entre théorie et pratique, pousser l'apprentissage de pair-à-pair, faire entrer les matières dans les programmes de l'éducation nationale ».*

David Gabriel, qui enseigne l'économie sociale en master à des étudiants en sciences sociales, abonde dans ce sens : *« Quand les étudiants arrivent, ils ont vaguement entendu parler de ce qu'est une coopérative et une Asbl. Dans le cadre de leurs stages, ils vont pourtant être directement confrontés à ces questions de statut et de gouvernance. Trop souvent, l'ES est un cours à option, il arrive trop tardivement dans le cursus. Il faudrait conscientiser les directions d'établissement au sujet. Par ailleurs, il est important de leurs donner les bases théoriques, mais de rapidement frotter celles-ci au sol rugueux de l'empirisme. Ce qu'on leur apprend, ils l'oublient, ce qu'ils ont fait par eux-mêmes, ils le retiennent ».* Et l'enseignant d'évoquer un projet pédagogique original mis en place lors d'un cours en amphi, avec 250 étudiants : *« J'ai envisagé l'auditoire comme une assemblée générale d'une coopérative. On a désigné un secrétaire, un mode de scrutin, un ROI... On a créé des petits groupes de travail. Ils se sont mis en projets, en se partageant des outils (contenus, vidéos...). C'était finalement très riche ».*

Les intervenants insistent aussi sur le choix des mots utilisés, la force *« des récits d'entreprises inspirantes »*, de l'inscription de l'ES dans les manuels scolaires, des liens à faire entre économie et éducation civique : *« L'ESS, c'est un projet politique fort, une dynamique collective à construire, des valeurs d'émancipation »*, insiste Sylvie Emsellem.

De son côté, Charlotte Moreau (HEC – ULiège) coordonne une recherche-action et un groupe de travail (ESCAP) autour de l'enseignement et de l'impact. Celle-ci s'appuie sur des pratiques de terrain et des recherches, avec une dimension participative et collective (étudiants associés, stages, bibliothèque en ligne, journées d'échanges, formations...). Au bout d'un an de travail, le groupe s'est fixé deux objectifs concrets, sur le point d'aboutir : l'intégration de l'ES et de la transition socio-écologique dans les référentiels de compétences dans les programmes de secondaire et la création d'un cours d'économie sociale dans le master en didactique destiné aux futurs enseignants. « *On s'accorde à dire qu'il faut travailler au maximum la transdisciplinarité, travailler leur esprit critique, éveiller les étudiants aux enjeux et aux limites du social business, par exemple. Prenons l'exemple de la durabilité. Il est essentiel de leur expliquer ce qu'est la durabilité forte et la durabilité faible. Quand TotalEnergies place des ruches sur le toit de son siège, c'est de la durabilité faible...* », explique la chercheuse de l'ULiège.

Une étudiante en 3^e bac à l'HEPL acquiesce : « *Beaucoup d'entreprises font de la com' autour de l'écologie pour redorer leur image. On tombe vite dans le greenwashing ou le socialwashing* ». David Gabriel nuance : « *Certaines entreprises sociales sont parfois moins vertueuses que des petites PME classiques. Il faut faire attention de ne pas opposer de manière trop systématique et binaire l'économie « classique » et l'ES* ». Et Sylvie Emsellem d'ajouter : « *Oui, mais il faut aussi accepter qu'il puisse y avoir des frottements avec le modèle capitaliste qui vise à maximiser les profits et qui démontre son inefficacité* ».

4. Les ateliers participatifs

Les participants sont répartis dans trois groupes de discussion autour d'une question spécifique et en mode « intelligence collective ». Voici les idées qui ont émergé dans les différents ateliers.

1. Quelles sont les compétences liées à l'économie sociale à intégrer dans les référentiels d'enseignement, afin de garantir que les jeunes acquièrent une compréhension de ce modèle économique dès leur parcours scolaire ?

Le groupe a choisi de structurer ces compétences autour de trois axes :

- Les « savoirs », soit l'ensemble des **connaissances théoriques** autour de l'ES (la compréhension du contexte général, les enjeux économiques, sociaux, politiques, environnementaux...)
- Les « savoir-faire », soit les **spécificités techniques** de l'ES (modèles d'entreprises, modes de fonctionnement, aspects juridiques, gouvernance...)
- Les « savoir-être » (*soft skill*) qui se rapportent aux **qualités personnelles et comportementales** à développer chez les jeunes (sens de la coopération, empathie, auto-critique...). Le groupe insiste sur l'importance de ce 3^{ème} axe de compétences dans l'ES, avec la nécessité d'amener les élèves/étudiants à expérimenter différents **outils innovants** utilisés dans ce domaine (le processus d'élection sans candidat visant une gouvernance dynamique, les outils d'intelligence collective, etc.) « *Ces compétences doivent les amener à se poser des questions sur le modèle économique existant et inscrire l'économie sociale et l'entrepreneuriat social dans leur contexte de vie plus large. En les invitant à se poser des questions sur leurs projets d'avenir, le monde qu'ils et elles souhaitent construire, insiste le groupe. Il faut les inviter à penser de manière holistique, décrochée, les sortir de la logique de « silos » qui sont trop souvent celles de l'enseignement. Les pousser à se décentrer, oser des expériences alternatives, et bien sûr, développer leur esprit critique* ».

2. De quelles ressources (supports pédagogiques, formation continue, partenariats avec des acteurs de l'économie sociale) les enseignants auraient-ils besoin pour mieux enseigner l'économie sociale et favoriser l'entrepreneuriat social ?

Différentes pistes de ressources sont partagées en séance plénière :

- Constituer un réseau de **personnes de référence** en ES : experts académiques, entrepreneurs sociaux, ambassadeurs, personnalités inspirantes... (« *On sait que pour favoriser l'économie sociale, il faut aussi des récits mobilisateurs, porteurs de sens et de réussite* », insiste le groupe « ressources »).
- Créer un **portail** où les enseignements pourraient **partager et mutualiser leurs cours et leurs ressources** en ES.
- Construire **un continuum** d'enseignement et de sensibilisation du niveau primaire au supérieur avec des outils adaptés à chaque âge (vidéos, infographies, portfolios...) et qui permettrait d'aborder l'ES de manière de plus en plus fine et complète au fil du temps.
- Instaurer un module de **formation continue**.

- Organiser des **événements**, des salons, des espaces de rencontre dans les écoles autour de l'ES.
- Associer les enseignants de manière « **bottom up** » (bas en haut) autour de la construction de ces ressources et, par ailleurs, sensibiliser les directions d'établissements dans une approche « **top down** » (haut en bas).
- Insuffler l'ES **dans l'ensemble des cursus** de manière transversale.

3. Table-ronde d'inspiration (mur des talents où chacun partage sa pratique inspirante)

En mode « brainstorming », le groupe propose les idées suivantes :

- Travailler la **gouvernance partagée** et faire vivre la **démocratie participative** dans les classes (dynamiser les conseils de classe, voter, utiliser l'intelligence collective...) et faire ensuite les liens avec l'ES.
- Sortir l'ES du seul cadre du cours d'économie et le traiter dans **différents cours**, notamment dans le cadre de la semaine annuelle de la citoyenneté en Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Mettre l'ES à l'avant dans le cadre des **Journées découvertes entreprises**. En veillant à varier les types d'entreprises, pour éviter de solliciter toujours les mêmes et montrer la diversité de l'ES.
- Créer une valise ou un **kit pédagogique** à destination des profs et des directions d'établissements.
- Travailler autour **des mots choisis** pour parler de l'ES, en montrant ses aspects positifs.
- Pousser les jeunes dans le supérieur à choisir des **stages en entreprise** qui collent bien à leurs valeurs pour éviter les échecs et les désillusions.
- Faire du **plaidoyer** pour pousser les ministres et les administrations qui ont en charge l'ES et l'enseignement à collaborer étroitement (circulaire commune...). Agir dans le cadre institutionnel.
- Sensibiliser davantage les **parents** à l'ES via les conseils de participation, les associations de parents...
- Amener les établissements à **montrer l'exemple** en mettant en œuvre des actions concrètes et à grande échelle en matière de transition socio-économique et écologique (mobilité, politique d'achats, gestion des déchets, énergie...).
- Mieux faire connaître les **mini-entreprises** et leurs résultats concrets.
- Créer un **label** pour valoriser les établissements scolaires qui s'inscrivent dans l'ES.
- Rendre l'ES **concret, attractif**, vivant aux yeux des jeunes. Leur montrer en quoi ce modèle est porteur de valeurs, d'idéaux, de critiques que beaucoup d'entre eux appliquent déjà au quotidien.
- Relier l'ES aux questions d'**éco-lucidité**/éco-anxiété chez les jeunes. Reconnecter aux **émotions**, à la nature, au « sensible ». Cfr. les projets autour de l'école du dehors.
- **Ne pas opposer ES et « économie classique »**. Montrer que pour inverser la tendance lourde, il faut embarquer tout le monde.